Année XX. N° 547 — 18 Septembre 1920.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 3 ; six mois, fr. 1.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Parlementarisme et Dictature

Le vote de la troisième Internationale en faveur du parlementarisme signifie que la mentalité de tous les politiciens du socialisme est restée la même et que les divergences entre les différentes tendances ne sont pas bien grandes. A défaut d'unification pratique, nous avons déjà l'*urnification* théorique. En effet, de l'avis unanime, les prolétaires n'ont toujours pas autre chose à faire, en attendant mieux, que d'aller aux urnes ! Oui, la grande formule pour tous, anciens social-démocrates et néo-communistes reste invariable : « Aux urnes ! pas d'abstentions ! »

D'une part, les social-démocrates vieux style veulent bien admettre, enfin, que le parlement n'est pas cette institution immuable, éternelle, d'une efficacité sans pareille et à peine perfectible, dont ils ont parlé pendant un demi-siècle au monde ouvrier. Ils consentent à reconnaître que toutes les capacités ne peuvent se trouver réunies en quelques centaines de députés, et admettent l'existence aussi de Conseils de travailleurs, mais à condition, bien entendu, que leur Chambre politiqus soit au dessus de tout.

D'autre part, les néo-communistes ne veulent supprimer le parlement que du jour où se trouvant eux-mêmes au pouvoir, ils estiment que la maigre garantie de la critique et du contrôle parlementaires deviendra inutile, étant donné leur infaillibilité marxiste, scientifique et dictatoriale, mais pour le moment la lutte électorale a toujours une importance capitale. Que de perspectives n'ouvre-t-elle pas aux futurs élus et même aux *viennent ensuite !*

Le Comité directeur du Parti socialiste suisse publie une déclaration bien faite pour ménager la chèvre dictatoriale et le chou réformiste :

> De même que nous croyons que la Suisse n'échappera pas plus qu'un autre pays de l'Europe occidentale à la révolution sociale, de même il va de soi que le Parti socialiste, comme avant-garde prolétarienne, orientera toute son activité de pensée vers cette nécessité, qu'il doit dire clairement aux masses que le régime capitaliste tombe irrémédiablement en décadence et qu'une solution de la crise frappant la société actuelle ne peut avoir d'autre solution qu'une lutte révolutionnaire pour écarter la domination de classe de la bourgeoisie, de même il serait faux de croire que la Suisse pourrait passer par une transformation sociale sans qu'auparavant de profonds déplacements de puissance se soient opérés dans les pays qui, aujourd'hui, dominent notre pays économiquement, financièrement et politiquement. Par le fait que la Suisse n'a pas pris une part active à la guerre, il résulte que l'armement du prolétariat ne saurait non plus en résulter de la même façon que dans les autres pays révolutionnaires. Si l'on considère les forces sociales, les moyens des puissances économiques et politiques, la violente réaction soufflant en ce moment sur tout le pays, le résultat des dernières luttes (lock-out du bâtiment, élections du Conseil national, droit de vote des femmes, votation sur la Société des Nations), seul un être fantasque osera soutenir que la classe ouvrière suisse serait actuellement assez puissante et capable pour entreprendre contre la bourgeoisie le combat décisif et qu'ainsi le maintien de ses formes d'organisation actuelles est devenu superflu, ainsi que celui des moyens de lutte auquel on a recouru jusqu'à ce jour.

Tâchons de bien comprendre. La révolution sociale finira bien par éclater un jour en Suisse aussi — et il faut le dire, ne fût-ce que pour habituer les masses à l'idée de la dictature des chefs du Parti socialiste — mais en attendant quoi de meilleur que le maintien des formes d'organisation actuelles et des moyens de lutte employés jusqu'ici ? Oui, maintien, en somme, encore et toujours de ce qu'on a appelé *la vieille tactique éprouvée*, si bien éprouvée comme chacun sait en août 1914 et depuis lors !

La troisième veut se donner un certain air rébarbatif et maintenir son prestige révolutionnaire surtout par une foule de considérations et de conditions à côté, mais puisqu'il y aura encore parlementarisme, et que parlementer a toujours voulu dire « entrer en voie d'accommodement », les traits durs de nos communistes à la manque ne tardent pas à être remplacés par les sourires les plus engageants des élus.

Demandez-le plutôt au maximaliste Schneider de Bâle, qui aussitôt le pouvoir conquis — ou simplement en bonne voie de conquête — est devenu un réformiste de la plus belle eau. Dernièrement encore, il s'est rendu à l'assemblée des ouvriers du bâtiment à Bâle, pour les adjurer d'accepter la semaine de cinquante heures.

Remarquons-le bien. Comme il y avait en cette ville plus de trois cents maisons en construction, les entrepreneurs acceptèrent *provisoirement* les 48 heures pendant tout l'été. Et maintenant que la mauvaise saison approche, ils ont exigé les 50. Comme les ouvriers faisaient mine de résister, Schneider est intervenu personnellement et dans un long discours, mêlant les menaces voilées du gouvernant aux promesses fallacieuses du politicien — sans oublier les calomnies les plus révoltantes à l'égard des opposants, suivant la meilleure tradition social-démocrate — il a enlevé le vote de reddition.

D'une part, le moyen le plus usité de retarder la formation d'une mentalité révolutionnaire est bien toujours la propagande électorale ; d'autre part, il est certain que la forme d'organisation dictatoriale est celle qui rend plus dangereuse et difficile l'extension de tout soulèvement populaire, parce que le temps employé à décider, formuler et transmettre les ordres — que les dictateurs en herbe, écrasés sous le poids d'une immense responsabilité à assumer, ne donnent d'ailleurs jamais — nous fait perdre l'avantage d'une attaque imprévue et laisse à l'ennemi le temps de bien disposer de toutes ses forces.

La *vieille* tactique et la *nouvelle* sont donc aussi peu révolutionnaires l'une que l'autre. Nous en avons l'exemple en Italie, où pendant que la masse fait une tentative de socialisme pratique, en expropriant les usines, les élus de centaines de villes et communes *conquises* par les socialistes se gardent bien de hisser à leur tour sur la maison communale le drapeau de la révolte. Vous verrez même qu'ils finiront par découvrir que, somme toute, ce n'était qu'un mouvement corporatif, et que c'est bien eux, en ne faisant rien et en demeurant soumis au pouvoir royal, qui ont fait preuve d'une véritable conscience révolutionnaire.

Parlement et dictature ne peuvent servir à la révolution, parce que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Choses d'Espagne

Cette quinzaine est tellement fertile en incidents et faits sociaux de toute sorte, que force nous est de synthétiser des événements qui auraient intérêt à être commentés longuement, s'il n'était que la place nous est limitée par le format du *Réveil*.

La lutte économique et sociale se poursuit à Rio Tinto, Saragosse, Valence, Barcelone, etc.

RIO TINTO. — Dans cette ville ce sont les mineurs qui sont en grève, réclamant de la Compagnie anglaise des salaires plus en rapport avec le coût sans cesse croissant de la vie. Les salaires actuels des mineurs sont de 3 p. 50 par jour et la grève dure depuis plusieurs semaines...

SARAGOSSE. — La capitale de l'Aragon est la ville d'Espagne la plus inquiète, après Barcelone et Valence. Les mouvements syndicaliste et anarchiste ont été menés par de bons éléments et il ne se passe pas de semaine sans que nous ayons à enregistrer quelque fait de grande importance. Il y a quelques mois c'était le soulèvement militaire de la caserne de Carmen, qui coûta la vie à notre camarade Chueca et à plusieurs soldats. Puis, ce sont les grèves des meuniers, des métallurgistes, des employés de commerce qui, il y a deux semaines, provoquent la grève générale...

La grève des électriciens vient d'avoir un sanglant dénouement. Le maire ayant décidé que des fonctionnaires municipaux remplaceraient les grévistes, un aachitecte, un ingénieur et un aide furent mandés pour réparer les ampoules électriques sur la voie publique. Vu l'état d'esprit de révolte qui règne à Saragosse, c'était fomenter la provocation, c'était blesser les ouvriers dans leur dignité et les inciter à des gestes de violence. C'est ce qui arriva, quelques instants après. Un ouvrier indigné tira sur les jaunes et les tua tous trois.

Le Conseil municipal se réunit aussitôt et donna pleins pouvoirs au maire pour révoquer séance tenante les pompiers et les gardes municipaux, qui s'étaient refusés à remplacer les électriciens en grève. Mais cette mesure n'intimida ni les gardes, ni les pompiers et ceux-ci réclamèrent la solidarité des fossoyeurs ; l'appel fut entendu et les *croque-morts* se déclarèrent en grève ainsi que les cantonniers. Les gardes-forestiers sollicités se sont refusés à remplacer les grévistes.

Pour remplacer les fossoyeurs, le maire a fait appel au personnel des maisons de secours et aux infirmiers qui ont répondu. L'enterrement des *intellectuels jaunes* se fit d'une façon originale : les flics du gouvernement, le fusil à la main, prêts à faire feu, et les curés, un cierge d'une main, un revolver de l'autre. On n'avait jamais vu ça ; mais où la prêtraille est encore toute-puissante, il faut s'attendre à tout.

Mais comme cette situation extra-anormale ne pouvait durer longtemps, une nouvelle réunion du Conseil municipal a décidé la réintégration de tout le personnel : gardes, pompiers, etc. Le maire a démissionné... et la lutte continue, car les syndicalistes et anarchistes de Saragosse sont des gens mécontents de l'état social actuel.

VALENCE. — L'exécution à Valence de l'ancien gouverneur de Barcelone, Maestre Laborde, que nous avons relatée dans un des derniers numéros, a provoqué dans cette ville de nouvelles mesures de répression... Et c'est toujours la même chose : arrestations en masse, suspension de la presse, fermeture des locaux des syndicats.

Un de nos bons camarades : Carbò, écrit de sa prison à Valence : « Nous sommes de nouveau en prison. Mais en vérité, nous n'avons pas à nous plaindre, car il y avait presque un mois qu'on nous laissait tranquilles. »

Le journal *Solidaridad Obrera*, que publiaient les compagnons, a été officiellement suspendu,

parce qu'il éloignait les ouvriers de la classe patronale (paroles textuelles du gouverneur à une commission). Après ça, on peut tirer l'échelle!

BARCELONE. — Il ne faudrait pas croire que la paix sociale règne en Catalogne, et pour ceux qui seraient tentés de le croire, voici l'accord pris par les patrons du Bâtiment: vingt pour cent des ouvriers seront renvoyés, on tâchera qu'entre eux figurent les plus en vue dans la lutte sociale.

Si les ouvriers n'étaient pas syndiqués, il n'y aurait aucun renvoi, ce qui démontre que les patrons veulent à tout prix détruire les syndicats, et traiter directement avec leurs ouvriers respectifs...

LE TERRORISME GOUVERNEMÉNTAL. — Les journaux bourgeois qui, chaque jour, demandent une répression féroce contre les syndicalistes et anarchistes pour les fameux attentats *sociaux*, ne font aucnn commentaire sur les faits révoltants qui se sont passés à Cuntro Caminos, à Denia, etc.

A Cuntro Caminos, un camion-auto renversa trois personnes; la foule s'émeut, et met le feu au véhicule. La police intervient et tire dans le tas, tuant un enfant et blessant de nombreuses personnes. L'indignation est énorme dans le pays et la haine contre la police s'accentue...

A Denia, ce sont des syndicalistes arrêtés chez eux par la Garde Civile, par ordre gouvernemental, et dirigés sur Alicante. En réponse à cet acte de terrorisme, la grève générale a été accordée, et les paysans seconderont le mouvement.

Mais ce n'est pas tout: à Torquemada, la Garde Civile tire sur un paysan qui passait à cheval devant la caserne, et à Tarragona, la même institution séquestre une jeune fille et la martyrise jusqu'à la mort... Et honni soit qui mal y pense.

Le terrorisme continue...

UN MANIFESTE DE LA CONFÉDÉRATION DU TRAVAIL. — Dans un manifeste publié dans *Espana Nueva*, la C. N. T. déclare:

« Nous savons que la Fédération patronale a organisée une bande composée de soixante assassins, commandée d'abord par le policier Brabo Portillo, puis par le baron de Kœning (chef de l'espionnage allemand en Espagne, pendant la guerre) et que cette bande fonctionne avec l'assentiment des autorités. Son unique objet était l'assassinat des militants syndicalistes, et les fonds étaient constitués par les cotisations énormes que les patrons associés payaient à la Fédération patronale. Cependant, nous ne demandons pas que les dirigeants de la Patronale aillent en prison, pourquoi? Parce que nous savons que, dans ce pays étrange, les prisons et le plomb ne sont employés que contre ceux qui aspirent à vivre dignement du fruit de leur travail. »

Le manifeste constate ensuite que depuis plus de dix-huit mois, les libertés syndicales et autres sont supprimées, que les ouvriers ne peuvent se réunir quand les patrons peuvent faire toutes leurs réunions, que les cotisations des syndicats ouvriers ont été déclarées illégales, tandis que les patrons ont pu réunir des sommes fabuleuses pour payer des provocateurs et des assassins, que des milliers d'ouvriers ont été emprisonnés, que le jury a été supprimé à Barcelone et à Valence, en attendant qu'il le soit ailleurs.

Mais la Patronale n'est pas encore satisfaite; elle exige du Gouvernement la déportation à Fernando Pòo de trois cents anarchistes et syndicalistes, qualifiés d'assassins, mais à qui les juges ne découvrent aucun délit...

Et le manifeste se termine sur ces mots:

« Nous sommes disposés à souffrir déportations et condamnations, sûrs que cela ne nous fera pas vaciller, et malgré que l'on déporte non pas trois cents, mais trois cent mille, la marche ascendante du prolétariat ne sera arrêtée ni par l'arbitraire, ni par l'injustice.

« La paix des peuples ne peut se baser que sur la justice et la liberté.

« Liberté et justice, voilà ce que nous voulons. »

C'est sur cet optimisme confiant et vigoureux que nous terminerons aujourd'hui notre chronique du mouvement espagnol. *J. Rubio.*

En vente au RÉVEIL:

P. KROPOTKINE. La Science moderne et l'Anarchie Fr. 3 —
— La Terreur en Russie 0 50
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences) — 30
Errico MALATESTA. Au Café — 20
— Entre Paysans — 10
F. ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune — 20
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer — 10
BAKOUNINE. L'organisation de l'Internationale — 05

En Russie

Grand est le nombre de ceux qui se demandeut qu'elle est actuellement la situation de la Russie, au point de vue social proprement dit. Nous savons, hélas! qu'elle a la guerre et la dictature inséparable de l'état de guerre; mais ce n'est évidemment pas à cause de ces deux fléaux que la Russie soulève des espoirs et des enthousiasmes, qu'elle passionne un peu partout les foules qui ne savent pas encore vouloir.

Toute la presse nous parle de la Russie communiste, sans avoir encore bien précisé en quoi consiste ce communisme, qui est pourtant la raison principale de toutes les polémiques faites autour de l'ancien empire moscovite.

Or, il appert de tous les renseignements reçus jusqu'ici — que le communisme russe ne serait pour le moment qu'une légende, dans le genre de celle créée autour de la Commune de Paris et qui fit d'un simple mouvement communaliste et fédéraliste une insurrection socialiste et expropriatrice. Et de même que la légende de la Commune a servi en somme la propagande socialiste, celle de la République des Soviets sert la propagande communiste, en laissant précisément croire à la possibilité du communisme à la suite d'une immense expérimentation qui aurait déjà réussi en grande partie.

La vérité est toute autre. Voici, par exemple, ce que nous dit Serrati — le directeur de l'*Avanti!* qui est pour ainsi dire un organe officieux du gouvernement bolcheviste — au sujet de l'économie agricole:

Comme l'on sait, les plus graves difficultés du nouveau régime provenaient du fait que les paysans — qui forment la grande majorité de la population russe — étaient hostiles au communisme qui tend à leur enlever la terre. Mais l'invasion de Koltchak, les réquisitions brutales, les destructions systématiques des territoires, les saccages, les incendies, ont amené les paysans à préférer le régime bolcheviste à celui de l'aventurier ententiste. Les bolchevistes ont déclaré, théoriquement, l'abolition de la propriété privée de la terre, c'est vrai: mais, pratiquement les paysans se sont partagés les terres des anciens grands et odieux propriétaires et les cultivent pour leur propre compte avec le consentement de l'Etat. Ils ne savent pas faire de distinction entre la propriété et l'usage de la terre et ne soupçonnent même pas qu'ils n'ont plus le droit de laisser la propriété de cette terre à leur fils. Ils sont, en outre, des privilégiés, en comparaison du prolétariat de l'industrie, parce que, s'il est vrai qu'une partie de leurs produits doivent revenir à l'Etat en passant par les Soviets locaux, il est également vrai que, dans cette période de transition, ils peuvent encore spéculer sur les produits qui leur restent et les vendre.

Spéculer! C'est le mot. La spéculation est abolie et la tendance est de l'abolir sérieusement; aussi, dans quelques villes mieux organisées, comme Pétrograd, par exemple, elle est en vérité assez réduite. Mais, au milieu d'une telle pénurie de produits, avec tant de si graves problèmes sur les épaules, le régime bolcheviste a dû fermer un œil. A Moscou — dans la ville même où siège le gouvernement — on vend et on achète à des prix qui sont exagérément supérieurs à ceux, — dits *durs*, — fixés par la loi. Le pain coûte, au prix taxé, 200 roubles le poud (16 kilos) et se vend sur le marché de Moscou au prix de 80 roubles le kilo. Il est assez difficile d'expliquer brièvement comment cela a pu se produire. Je le dirai un jour; pour aujourd'hui il suffit d'affirmer que cela existe et que contre cette notable et assez grave spéculation le gouvernement communiste ne prend aucune sanction, peut-être parce qu'il ne le peut, et probablement aussi parce qu'il ne le veut.

Mais qu'accumulent donc ces spéculateurs? Du papier-monnaie. Cela revient à dire du papier, simplement du papier, rien autre que du papier. Ces spéculateurs me font un peu l'effet de ces joueurs qui, ayant tout perdu fors la passion du jeu, continuent à jouer entre eux en mettant comme enjeu de leur partie des richesses qu'ils n'auront peut-être jamais plus.

Quand la Russie révolutionnaire aura brisé le cercle de fer qui l'entoure et l'affame; quand l'armée rouge pourra déposer les armes, les spéculateurs verront ce que leur ont rapporté les gros gains de papier faits sur des marchés abusifs. Le régime bolcheviste peut fermer un œil et même deux; mais il ne dort certainement pas.

La fameuse dictacture de fer est, comme on voit, pour le moment bien faible; vis-à-vis de la spéculation la plus odieuse, elle est obligée de fermer un œil et même deux. Cela devrait rendre plus prudents certains ridicules apologistes de la « révolution marxiste »! La suppression de la spéculation est renvoyée à plus tard, tout comme le font les gouvernants bourgeois.

Serrati souligne, comme un point essentiel, que le droit d'héritage est supprimé. Voilà Bakounine bien vengé, lui qui a été tellement bafoué par les marxistes pour avoir proposé au congrès de l'Internationale à Bâle, en 1869, cette suppression. Mais quoi qu'il en soit, même avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de parler pour le moment de communisme; ce n'est encore qu'un espoir pour un avenir prochain. Petite propriété et... grande spéculation n'ont en effet rien de particulièrement communiste.

Passons maintenant à l'industrie. Le nouvel Etat russe s'est emparé des usines et en garde la haute direction. Nous avons en Suisse un certain nombre d'ateliers et d'usines gérés par l'Etat, mais personne n'y a jamais vu, et pour cause, un essai de communisme. D'ailleurs, les bolchevistes déclarent avoir établi pour les ouvriers une discipline rigoureuse et que les conseils de fabrique n'ont en somme que voix consultative. Les délégués du gouvernement sont les vrais patrons. Les ouvriers n'ont évidemment pas gagné autant que les paysans à la Révolution, sans compter que dans les villes les tracasseries policières et bureaucratiques doivent être plus vivement ressenties que dans les villages éloignés.

Ici encore, nous n'avons rien de bien nouveau, ni surtout de communiste. Disons plus: la terre étant directement aux mains des paysans, il serait impossible de la leur reprendre, tandis que le transfert des usines du gouvernement bolcheviste à tout autre gouvernement se ferait le plus aisément du monde.

Il est nécessaire d'insister sur ce point, que l'exploitation par l'Etat n'est guère du communisme, surtout aujourd'hui où nous pourrions voir les grandes industries rachetées par l'Etat sous prétexte de socialisation... et l'émancipation des travailleurs escamotée une fois de plus.

Enfin, en Russie, nons n'avons plus qu'une banque unique: la Banque d'Etat. Le coup ainsi porté à la ploutocratie russe est révolutionnaire au premier chef, mais en somme toujours rien de communiste. Le capitalisme d'Etat s'allie fort bien à la spéculation privée. Celle-ci ne tardera pas à être frappée, nous dit-on. Nous voulons bien le croire, mais en attendant elle a le temps de se fortifier, de chercher des appuis, d'organiser ses partisans. Et puis, quelle cause de profonde démoralisation!

Est-ce à dire qu'il n'y a rien de fait en Russie, et qu'il faille désespérer? Loin de là. Le tsarisme, l'obstacle le plus formidable qui s'opposait à la rénovation du pays a été écarté, l'ancien régime sans doute n'est plus possible, et pendant ces années terribles une mentalité nouvelle s'est formée. D'autre part, l'isolement même auquel la Russie a été condamnée, la non reconnaissance par les autres Etats de son gouvernement, ont forcé les bolchevistes à prendre des mesures révolutionnaires, auxquelles ils auraient probablement renoncé à la suite de négociations diplomatiques. A quelque chose malheur est bon.

Mais ceux qui se plaisent à déclamer sur la dictature et ses soi-disant pouvoirs mirifiques, comprendront-ils enfin son impuissance, d'ailleurs avouée, et qu'il faut encore et toujours pouvoir compter sur l'initiative et l'action directes des masses, dont l'intervention est seule toute-puissante? Plus grande est la croyance en ce que le pouvoir peut par ses propres forces, plus les individus se sentent portés à s'en remettre à lui pour toute chose, d'où absence de vigilance, inaction, mesures retardées, au profit des intrigants et des spéculateurs qui, eux, ne restent jamais inactifs.

Rappelons-nous donc la parole de Proudhon, « **qu'une révolution est chose organique, chose de création, et que le pouvoir est chose mécanique ou d'exécution** ». Voir surtout le moyen révolutionnaire dans le pouvoir d'Etat, ainsi que le font les fanatiques de la dictature, c'est ne rien comprendre au grand problème à résoudre.

Tous les *mécanismes* gouvernementaux ne pourront jamais suppléer auv *organes* révolutionnaires, à former spontanément et librement là où ils doivent fonctionner. Ce fonctionnement même indique ensuite tous les perfectionnements et complétements à réaliser.

C'est la seule voie naturelle et de salut.

Il n'y a plus de patrie; je ne vois d'un pôle a l'autre que des tyrans et des esclaves. Diderot.

Je le dis avec vous, les mœurs sont adoucies; Néron ne régnerait pas aujourd'hui. Cependant, quand on veut être maître... pour la fin, le moyen. Maître et bon, maître et juste, ces mots s'accordent-ils? Oui, grammaticalement, comme honnête larron, équitable brigand. P.-L. Courier.

L'EXPROPRIATION

Le mouvement des métallurgistes italiens, aboutissant en quelques jours à l'expropriation d'un grand nombre d'usines, vient à l'appui des méthodes de lutte que nous avons toujours préconisées. En effet, à l'intransigeance patronale, il a d'abord été répondu par l'obstructionnisme à l'intérieur des usines. La production moderne représente, pour ainsi dire, un enchaînement que les ouvriers réalisent en grande partie d'eux-mêmes. Il leur suffit donc de déranger cet enchaînement pour causer au patron un préjudice autrement considérable que la suspension du travail. Le rendement se trouve de beaucoup réduit et l'exploiteur n'en a plus pour *son* argent. A remarquer aussi que cet obstructionnisme consiste, en nombre de cas, dans l'observance la plus stricte des règlements. Le travail est fait d'une foule d'adaptations, d'utilisations, de juxtapositions, d'expérimentations, etc., et prétendre le réglementer, c'est surtout vouloir l'entraver. L'expérience avait déjà été faite, en Italie aussi, pour les chemins de fer. La marche régulière des trains n'a lieu que contrairement aux règlements; toutes prescriptions rigoureusement appliquées, rien ne va plus. Cet enseignement anarchiste devrait être matière à réflexion pour les fanatiques de la réglementation.

Contre l'obstrutionnisme, le patronat n'a qu'une arme : la fermeture des usines et le lock-out. Mais cette fois-ci les métallurgistes italiens ont proclamé leur *droit au travail*, réel, c'est-à-dire ne dépendant plus du bon vouloir patronal. Et au lieu de quitter, eux, les usines, ils en ont chassé les chiens de garde du capital et ont repris la production pour leur compte. C'est, enfin, l'ouvrier, le producteur, mettant à la porte le patron, le parasite. Quelle que soit l'issue du mouvement, il y a là plus qu'un beau geste, un bel acte, trop juste et trop suggestif pour qu'il demeure sans conséquences. Et voilà précisément ce que les ouvriers d'Allemagne et d'Autriche auraient dû faire au moment de leur révolution, mais malheureusement, pendant plus de cinquante ans, le socialisme ne leur avait parlé que de la conquête du pouvoir politique. Chacun connaît maintenant le résultat de *la vieille tactique éprouvée* du socialisme électoral.

Et puisqu'il est question, pour ainsi dire, de tactique, faisons une autre remarque. Le Comité central de la Fédération Italienne Ouvriers Métallurgistes (*Fiom*) et ses secrétaires n'ont pas lancé un ordre général d'expropriation d'usines — cet ordre ne pouvait venir et ne serait jamais venu ! — mais ce sont les ouvriers de quelques usines à Milan qui ont commencé, suivis bientôt par tous les autres de la ville et des environs, puis de la région lombarde et enfin de l'Italie entière. Le mouvement s'est propagé rapidement sur l'initiative directe des intéressés et en bien des localités contre l'avis des fonctionnaires syndicaux et des députés socialistes. Les *chefs* ne sont à la tête que pour les parades, mais au moment de l'action restent à la queue, comme il convient d'ailleurs pour tout état-major.

Maintenant, qnelle est la situation en Italie? et quelle sera l'issue du mouvement? Il est difficile d'émettre des prévisions. Le Parti socialiste et la Confédération du Travail agissent, comme si le mouvement ne pouvait avoir de suites importantes et devait aboutir à l'un de ces compromis ordinaires, par lesquels le monde ouvrier reconnaît avant tout au patronat son droit à l'exploitation, moyennant certaines conditions qui n'en représentent pas même une diminution, puisque le dit patronat demeure absolument libre de faire subir au consommateur et au delà l'augmentation de salaire consentie au producteur.

Inutile de se le dissimuler. Du côté des candidats à la dictature du prolétariat italien, quoique dûment oints par Lénine lui-même, rien à espérer. Ils ne font que tergiverser, renvoyer, examiner à perte de vue si le cas est strictement économique ou politique aussi et dans quelle exacte mesure, pour savoir si c'est ou non le cas d'intervenir. Et en attendant, nous avons surtout des réserves. Reste donc à savoir si la masse travailleuse saura agir sans ordres ou plutôt contre les ordres.

Bien que le nombre d'usines occupées en vue d'expropriation ait augmenté, un temps précieux a été perdu. Le gouvernement réellement surpris par une nouvelle forme d'action, à laquelle il ne s'attendait nullement, a pu pendant ces quinze jours se ressaisir et élaborer sans doute un plan de campagne. Le désarroi en son sein a peut-être entièrement disparu actuellement. L'un des facteurs du succès de tonte offensive : la soudaineté et la surprise est venu à manquer. Mais nous ne voulons pas désespérer.

Les travailleurs italiens ont enfin donné un exemple d'action directe, telle que nous l'avons toujours conçue, d'une très grande portée, et même si cette première tentative devait échouer, rien ne dit qu'elle ne puisse être reprise sous peu avec un irrésistible ensemble. Les mêmes qui, en invoquant Engels, nous disaient désormais impossible de se barricader dans les rues, prétendront peut-être non moins impossible de se barricader dans les usines. Les faits leur donneront un démenti de plus, voilà tout.

Dans la tentative d'expropriation des usines, nous voyons la preuve que le prolétariat veut réellement appliquer l'idée d'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Haut les cœurs ! Une fois que la révolution est bien là, même une trahison ne peut que l'éloigner temporairement, mais nullement la supprimer. La société nouvelle cessant de s'affirmer uniquement dans les idées, s'affirme aussi dans les faits. L'ancien régime se révèle impuissant à parer aux maux dus à la guerre. Rien n'est plus absurde que de vouloir étayer cette impuissance, par crainte de la crise qui accompagne toute grande transformation. Hâtons-nous au contraire pour éviter un plus grand épuisement avant qu'elle se produise.

Le Communisme

Il se pourrait aujourd'hui que les tendances autoritaires prennent le dessus parmi ceux qui s'appellent communistes, que le communisme apparaisse comme l'opposé de l'anarchisme, et que, dans le langage commun, les noms de communistes et anarchistes servent à désigner deux tendances, deux programmes, deux partis contraires. Il n'en restera pas moins vrai que le communisme ne saurait être qu'anarchique, que sans la liberté, sans l'anarchie, on peut le concevoir, comme on peut concevoir le couvent des catholiques, le régime despotique et paternel des jésuites au Paraguay, une tyrannie asiatique quelconque, mais nullement un communisme d'hommes conscients et cultivés.

Le communisme est un idéal. Ce serait un moyen de vie sociale, un régime, où la production est organisée dans l'intérêt de tous, selon le mode qui utilise le mieux le travail humain pour donner à tous le plus grand bien-être et la plus grande liberté possibles, et où tous les rapports sociaux sont compris de façon à garantir à chacun le maximum de jouissances et de développement matériel, moral et intellectuel. La formule classique du communisme est : à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités.

Essayez donc d'appliquer cette formule autoritairement, moyennant des lois et des décrets dus à un gouvernement et imposés à tous par la force !

Quelle est la mesure de capacité d'un homme et qui peut en juger? Quelle est la limite des besoins raisonnables et qui peut la déterminer et l'imposer ?

Les facultés de même que les besoins des hommes varient grandement. Ils varient de localité à localité, de profession à profession, d'individu à individu, d'un moment à l'autre. Comment pourrait-on songer à une règle applicable à tous ? Et où trouver le génie, le Dieu qui pourrait dicter cette règle ?

Il est possible d'instaurer un régime de caserne, où l'individu est suffoqué, où l'égalité est formelle, apparente, mais où règne en réalité la plus odiense et la plus stupide des inégalités; et encore la caserne peut exister uniquement parce que les chefs, ceux qui ont réussi à s'imposer, après s'être soustraits à la règle commune, dominent et exploitent la masse. Mais une société communiste n'est pas possible si elle ne surgit pas spontanément du libre accord, si elle n'est pas variée et variable ainsi que le veulent et le déterminent les circonstances extérieures et les désirs, les volontés de chacun.

La formule classique que nous venons de citer ne peut se comprendre qu'interprêtée par cette autre : *chacun donne et reçoit ce qu'il veut.* Ce qui présuppose l'abondance et l'amour.

L'abondance ne s'accroît pas avec le travail forcé qui la diminue plutôt, et qui oppose l'un à l'autre par les intérêts et les sentiments le travailleur qui exécute et l'homme qui conçoit et dirige. L'amour, l'esprit de fraternité, la tendance à transiger, à tolérer, à supporter ne se créent et ne se développent certes pas au moyen de lois et avec l'intervention du gendarme.

Le communisme pour être possible, pour être réellement la communion des âmes et des choses et non pas un retour à l'esclavage, doit surgir localement, entre groupes similaires, par l'expérience des avantages matériels qu'il procure, par la sécurité qu'il inspire, par la satisfaction des sentiments de sociabilité, de cordialité, qui sont au fond de tout homme et qui se manifestent et se développent aussitôt que le besoin de lutter contre les autres pour assurer sa propre vie et celle des personnes qui lui sont le plus chères vient à cesser.

Le communisme, en somme, doit être dans les sentiments avant d'être dans les choses.

Il en est de même pour une famille ou un groupe de camarades qui vivent ensemble. Ils vivent en communisme s'ils s'aiment et dans la mesure où ils s'aiment. On donne davantage au plus faible, au plus besogneux, et chacun est content et fier de concourir au bien-être commun seulement si l'accord et l'amour règnent entre les membres du groupe. Là où la force et l'autorité prennent le dessus, la lutte d'intérêts commence aussitôt et la famille se dissout.

Les communistes autoritaires nous disent que l'autorité, le gouvernement ou la dictature est nécessaire au début, « provisoirement », tout de suite après l'insurrection triomphante, pour organiser la société : plus tard, ils seraient disposés à accepter même l'anarchie.

Nous admettrions plutôt le contraire. Lorsque la société communiste serait bien organisée et fonctionnerait dans un pays à la satisfaction de tous, la question de l'autorité n'existerait plus et l'administration des choses faite dans l'intérêt de tous et avec le concours de tous n'admettrait plus aucune domination de l'homme sur l'homme. Mais s'il s'agit encore de rendre possible et d'organiser le communisme, alors l'autorité est néfaste, parce qu'elle supprime toute spontanéité et toute variété, en soumettant les intérêts des individus et de la collectivité à ceux de la caste gouvernementale, en cherchant, dans la meilleure des hypothèses, à imposer par la force un bien qui ne peut subsister s'il n'est pas librement voulu.

Le communisme doit se développer graduellement, dans la mesure que les circonstances extérieures et le développement du sentiment moral le permettent.

Pour y parvenir, il suffit à notre avis que tous aient la liberté et les moyens de production, que personne puisse imposer sa volonté aux autres ou les soumettre à un travail servile. C'est pour réaliser ces conditions que nons jugeons la révolution violente nécessaire. Une fois renversé l'obstacle matériel, le gouvernement, qui s'oppose à leur réalisation, toute violence serait inutile, nuisible, criminelle.

Errico Malatesta.

L'homme de génie.

L'homme de génie représente à la fois la plus grande force et la plus grande faiblesse de l'humanité, la pensée sans bornes, l'incapacité de pourvoir à sa propre vie. Il est plus qu'un homme et moins qu'un enfant. S'il ne trouve l'aile d'une mère, il meurt. A ce titre, il est l'idéal de la fraternité et de l'avenir. Il raconte aux nations que l'intérêt du faible et l'intérêt du génie se confondent, qu'on ne peut attenter à l'un sans attenter à l'autre, et qu'on aura touché la dernière limite de la perfectibiiité, alors seulement que le droit du plus faible aura remplacé sur le trône le droit du plus fort.

(1867). Auguste Blanqui.

Pages de socialistes «utopistes»

L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

...je définis l'*action révolutionnaire*, l'ensemble des moyens par lesquels une société réalise immédiatement, sans transitions, une idée encore éloignée, une formule ultérieure, rapprochée tout à coup, si j'ose ainsi dire, par un brusque enjambement.

Le caractère des hommes politiques, et en général de ceux qui se donnent la peine de gouverner les autres, est, sous prétexte de ménager les transitions, d'enrayer le plus qu'ils peuvent le progrès, de ne rien faire à courte échéance, de reculer toujours devant les besoins du peuple et les aspirations de la société, en un mot, de s'immobiliser et de s'endormir dans

le *statu quo*. Le temps ainsi perdu par les conducteurs des peuples, il semble que les révolutions aient pour but de le regagner. Aussi pourrait-on les définir une abréviation du temps. Toute révolution légitime opère de cette manière.

En '89, par exemple, les choses étaient venues au point que le tiers-état ne pouvait plus payer les taxes, et que la noblesse et le clergé, jusque-là exempts d'impôt, eussent dû, à peine de voir périr la monarchie, et de s'abîmer eux-mêmes, s'imposer une cotisation fixe, ce qui revenait à se soumettre à l'impôt, à reconnaître l'égalité des ordres devant l'impôt. Il fut alors démontré que l'impôt, ayant pour base nécessaire le capital ou le produit, doit être supporté par tout le monde ; que c'est chose non personnelle, mais objective ; et que l'idée d'en décharger une classe de citoyens est une idée contraire au fait, une idée par conséquent qui implique contradiction. Cette démonstration, une fois entrée dans la pensée générale, la Révolution s'ensuivit immédiatement. En un jour, en une nuit, le clergé et la noblesse renoncèrent à leurs privilèges ; il ne fut question pour eux ni de rachat, ni d'amortissement, ni de liquidation, ni d'indemnité. Tout fut démoli d'un coup ; ainsi procéda la Révolution.

Ie n'appelle donc point action révolutionnaire, la prise de la Bastille, toute glorieuse qu'elle fut et légitime ; ni la bataille du 10 août, ni l'exécution du 21 janvier, ni la razzia parlementaire du 2 juin, ni la création du tribunal révolutionnaire, ni les réquisitions forcées : bien que chacun de ces actes puisse se justifier, ou du moins s'excuser, par la fatalité des circonstances. Ce sont là les accidents d'une révolution, ce n'est point de l'action révolutionnaire. C'est, si j'ose ainsi m'exprimer, la partie *non officielle* de la révolution.

J'appells action révolutionnaire tout ce qui procède de la volonté intime, tout ce qui traduit la pensée supérieure de la Révolution. C'est, par exemple, le doublement du tiers, le vote par tête, le serment du jeu de paume, l'abolition des droits féodaux dans la nuit du 4 août, la division du territoire par départements, arrondissements, cantons et communes ; la constitution civile du clergé, la déclaration des droits, la mise en vente des biens nationaux, la création du grand-livre, etc., etc.

De cette définition de l'*organum* révolutionnaire d'une société, il résulte, avec un surcroît d'évidence, qu'une révolution, avant d'être entreprise, doit être démontrée ; qu'une idée, avant de s'imposer révolutionnairement, doit fournir la preuve qu'elle possède en soi les moyens de se constituer pacifiquement.

Si cette démonstration eût été faite avant Février, comme elle l'avait été avant '89, la rêvolution que nous cherchons aufourd'hui serait accomplie depuis un an ; nous n'aurions plus qu'à la débarrasser de ses déblais et à balayer devant elle le chemin.

Ceci me conduit à une dernière considération. Qu'appelle-t-on réacteurs ? en autres termes, quels sont les adversaires naturels d'une révolution ?

Les adversaires d'une révolution sont en général de deux sortes : ceux qui s'y opposent par antagonisme de doctrines, ceux qui s'y opposent par antagonisme d'intérêts. Les premiers sont les chefs, la partie pensante de la *contre-révolution*; les autres en sont la partie brute, la masse aveugle luttant par sa seule force d'inertie. En somme, ceux qu'on appelle, en temps de révolution, réacteurs, réfractaires, contre-révolutionnaires, sont les hommes du passé, ceux qui profitent du régime abusif qu'il est de l'essence de la révolution nouvelle d'abroger. Tels étaient en 1789, le clergé, la noblesse et leurs valets ; la monarchie et ses courtisans. Tels furent, dans les premiers siècles de notre ère, les prêtres des dieux, les patriciens, les marchands d'esclaves, tous ceux qui vivaient de la corruption, de l'oppression et des abominations païennes, et au-dessus d'eux tous, l'empereur...

C'est le sort de notre noble espèce qu'aucune idée ne parvient à s'y établir que par le combat, que la justice y naît de la lutte, la liberté de l'oppression, la philosophie du fanatisme, et le bien-être de la misère.

Tout progrès à réaliser dans l'humanité a donc pour premiers adversaires, dans la philosophie, ceux qu'il a pour but d'éclairer ; dans la liberté, ceux qu'il a pour objet d'émanciper ; dans l'économie sociale, ceux qu'il se propose d'enrichir.

Catholiques, absolutistes, malthusiens ! les ennemis ne manqueront pas à la révolution démocratique et sociale !

P.-J. Proudhon.

(Journal *Le Peuple*, 25 février 1849.)

GROUPE du RÉVEIL

Les camarades sont invités à se rencontrer tous les jeudis soir, à 8 heures et demie, à la Maison du Faubourg, salle de la Fédération. Après les communications du Bureau et les propositions individuelles, causerie par un camarade, suivie de discussion.

Liberté ou Dictature ?

Au rebours des anarchistes, il y a nombre de révolutionnaires, qui n'ont pas confiance dans l'instinct de construction des masses, mais ils croient avoir, eux, la recette infaillible pour assurer le bonheur universel ; ils disent craindre la réaction, mais ils craignent peut-être davantage la concurrence d'autres partis ou d'autres écoles de réformateurs sociaux, et veulent ainsi s'emparer du pouvoir et substituer au gouvernement d'aujourd'hui un gouvernement dictatorial.

Dictature donc, mais qui seront les dictateurs ? Naturellement, ils songent aux chefs de leur parti. Ils disent aussi, à force d'habitude ou avec le désir conscient d'éviter les explications claires, *dictature du prolétariat*, mais ce n est là qu'un trompe-l'œil auquel on ne se laisse plus prendre.

Voici comment s'explique Lénine, ou ceux qu'ont pour mission de le défendre.

« *La dictature signifie le renversement de la bourgeoisie par une avant-garde révolutionnaire* (c'est là la révolution et nullement la dictature) *et cela contrairement à l'idée qu'il faut gagner au préalable la majorité électorale. C'est par la dictature qu'on gagne la majorité et non par la majorité qu'on établit la dictature.* »

Très bien, mais si nous avons une minorité qui s'étant emparée du pouvoir, doit ensuite conquérir la majorité, c'est un mensonge que de parler de dictature du prolétariat, ce dernier formant évidemment la majorité.

« *La dictature signifie l'emploi de la violence et de la terreur.* » (Par qui et contre qui ? Puisque on suppose la majorité hostile et il ne saurait être question, d'après la conception dictatoriale, d'une foule déchaînée qui prend en ses mains la chose publique, évidemment violence et terreur devront être employés contre tous ceux qui ne plient pas aux impositions de la dictature au moyen de sbires au service des dictateurs.)

« *La liberté de presse et de réunion équivaudrait à autoriser la bourgeoisie à tromper l'opinion publique.* » (Donc, après l'avènement de la dictature du « prolétariat », qui devrait comprendre la totalité des travailleurs, il y aura encore une bourgeoisie qui, au lieu de travailler, aura les moyens de tromper « l'opinion publique » et une opinion publique à tromper étrangère à ces mêmes prolétaires qui devraient constituer la dictature. Il y aura de même des censeurs tout puissants qui décideront de ce que l'on peut ou ne peut pas imprimer, et des commissaires auxquels il faudra demander la permission de tenir un meeting, Inutile d'insister sur la liberté dont jouiraient tous ceux qui ne seraient pas des partisans des dominateurs du moment.)

« *C'est par l'expropriation des exploiteurs qu'on peut entraîner la masse des exploités. Ce n'est qu'après sa victoire que le prolétariat entraînera à sa suite la population qui suit les partis bourgeois.* » (Mais encore une fois, ce prolétariat qui n'est pas la masse travailleuse, que peut-il bien être ? Prolétaire ne signifierait-il pas tout homme sans propriété, mais qui a certaines idées et appartient à un certain parti ?)

Renonçons donc à cette fausse expression de dictature du prolétariat propre à engendrer tant d'équivoques, et discutons de la dictature telle qu'elle est réellement, c'est-à-dire du gouvernement absolu d'un ou de plusieurs individus qui, s'appuyant sur un parti ou sur une armée, s'emparent de la force sociale et imposent « par la violence et la terreur » leur volonté.

Cette volonté correspondra à celle des personnes qui à un moment donné parviendront à se hisser au pouvoir. Dans le cas envisagé par nous, ce sera la volonté des communistes et par conséquent une volonté s'inspirant du bien de tous.

C'est une chose déjà fort douteuse, parce que généralement les hommes les mieux doués des qualités nécessaires pour s'emparer du pouvoir, ne sont pas les plus sincères et les plus dévoués à la chose puhlique ; et si l'on prêche à la masse la nécessité de se soumettre à un nouveau gouvernement, on ne fait qu'aplanir la voie aux intrigants et aux ambitieux.

Mais supposons même que les nouveaux gouvernants, les dictateurs qui devraient réaliser les buts de la révolution soient de vrais communistes, pleins de zèle, convaincus que le bonheur du genre humain dépend de leur œuvre, de leur énergie. Ce seraient des hommes calqués sur le modèle des Torquemada et des Robespierre qui, croyant bien faire, au nom du salut privé ou public, suffoqueraient toute voix discordante, détruiraient tout souffle de vie libre et spontanée : et ensuite, impuissants à faire réellement le bien, incapables de résoudre les problèmes pratiques soustraits par eux à la compétence des intéressés, devraient bon gré mal gré laisser la place aux restaurateurs du passé.

La grande justification de la dictatnre serait l'incapacité de la masse et la nécessité de défendre la révolution contre les tentatives réactionnaires.

Si la masse était vraiment un troupeau abruti, incapable de vivre sans le bâton du berger, s'il n'y avait pas déjà une minorité suffisamment nombreuse et consciente, apte à entraîner les masses par la prédication et l'exemple, nous comprendrions alors mieux les réformistes, craignant les mouvements populaires et qui croient pouvoir peu à peu, à force de petites réformes, de petits replâtrages, miner l'Etat bourgeois et ouvrir la route au socialisme ; — nous comprendrions alors mieux les *éducationnistes* qui n'évaluant pas à sa juste valeur l'influence du milieu espèrent pouvoir changer la société en changeant d'abord tous les iudividus. Mais nous ne comprendrions absolument pas les partisans de la dictature, qui veulent éduquer et élever les masses « par la violence et la terreur » et qui devraient donner les premiers rôles d'éducateurs aux gendarmes et aux censeurs.

En réalité, personne ne pourrait instituer la dictature révolutionnaire avant que le peuple n'ait fait la révolution, prouvant ainsi par le fait sa capacité à l'entreprendre ; et alors la dictature ne pourrait que se placer au-dessus de la révolution, la dévier, la suffoquer et la tuer.

Dans une révolution politique visant uniquement à renverser le gouvernement sans toucher à toute l'organisation sociale, une dictature peut s'emparer du pouvoir, mettre ses hommes à la place des fonctionnaires chassés et organiser d'en haut le nouveau régime.

Mais dans une révolution sociale, où toutes les bases de la vie sociale sont renversées, où la production indispensable doit être immédiatement reprise pour le compte et au profit des travailleurs, où la distribution doit être immédiatement réglée selon la justice, la dictature ne pourrait rien faire. Ou le peuple y pourvoit lui-même dans les différentes communes et pour les différentes industries, ou la révolution échouerait.

Peut-être au fond les partisans de la dictature (et quelques-uns le disent déjà ouvertement) ne désirent-ils pour le moment qu'une révolution politique, c'est dire qu'ils voudraient s'emparer sans autre du pouvoir et transformer ensuite graduellement la société, au moyen de lois et de décrets. En ce cas, ils auraient probablement la surprise de voir au pouvoir des individus tout autres qu'eux-mêmes, et n'importe comment ils devraient avant toute chose songer à organiser la force armée (les policiers) nécessaire à imposer le respect de leurs lois. En attendant, la bourgeoisie qui resterait en somme la détentriee de la richesse réelle, le moment critique de la colère populaire passé, préparerait la réaction, ferait entrer nombreux ses propres agents dans la police, exploiterait le malaise et la désillusion de ceux qui attendaient la réalisation immédiate du paradis terrestre... et reprendrait le pouvoir ou en gagnant à sa cause les dictateurs ou en les remplaçant par ses hommes à elle.

La peur de la réaction invoquée pour justifier le régime dictatorial est due précisément au fait que l'on prétend faire la révolution, en laissant subsister encore une classe privilégiée en mesure de reprendre le pouvoir.

Si par contre on débute par l'expropriation complète, alors il n'y aura plus de bourgeoisie ; et toutes les forces vives du prolétariat, toutes les capacités existantes seront employées à l'œuvre de reconstruction sociale.

Enfin, si nous appliquons ce que nous venons de dire au pays où nous déployons notre activité, à l'Italie, où les masses sont pénétrées d'instincts rebelles et libertaires, où les anarchistes représentent ude force considérable, encore plus par l'influence qu'ils peuvent exercer que par leur organisation, il est permis d'affirmer que toute tentative de dictature ne pourrait être faite sans déchaîner la guerre civile entre travailleurs et ne saurait triompher qu'au moyen de la tyrannie la plus féroce.

Alors, c'en serait fait du communisme !

Il n'y a qu'une seule voie de salut possible : la liberté.

Errico Malatesta.

Genève. Impr. Unions Ouvrières.